



Lutter vraiment contre le cancer

Dans ce contexte, la Journée mondiale contre le cancer, le 4 février, a donné lieu à des mobilisations contre la nouvelle proposition de loi Duplomb pour réautoriser sous condition différents pesticides, notamment l'acétamipride, seul moyen de lutter contre certains parasites. Les militants écologistes se sont aussitôt fait entendre mais sans jamais rappeler que ce pesticide est autorisé par les 26 autres pays de l'Union européenne et que, dans le cadre de la libre circulation des marchandises en Europe (et avec les nombreux pays bénéficiant d'accords de libre-échange), les fruits et légumes présents sur les étals de nos supermarchés contiennent tous les résidus de pesticides possibles. Achever nos filières agricoles pour se montrer vertueux ne préserve aucunement la santé des Français mais détruit assurément ce qui nous reste d'économie.

Le nombre de cancers augmente, et plus encore chez les moins de 50 ans. À l'échelle mondiale, c'est une augmentation de 79 % en moins de trente ans.

Il est vrai que l'un des géants du secteur, qui réunit les marques les plus connues des Français, n'est autre que le groupe Avril, anciennement Sofiprotéol, dont le conseil d'administration est présidé par Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, le principal syndicat agricole. Certes, le groupe Avril s'est fait connaître du grand public pour avoir, par ses filiales au Brésil, organisé l'importation en France de poulet brésilien alors même que

son dirigeant d'alors, Xavier Beulin, soutenait à grands cris les agriculteurs protestant contre les importations de volailles, puisqu'il dirigeait (lui aussi !) la FNSEA. Les plus attentifs avaient noté que Sofiprotéol faisait partie des clients que le jeune Emmanuel Macron avait amenés à la banque Rothschild après en avoir rencontré le créateur, Philippe Tillous-Borde, dans la commission Attali.

Visiblement, le combat contre l'hexane sera long. Il pourrait être l'occasion pour les pouvoirs publics de préciser un élément essentiel : la santé des citoyens passe par l'information, sur les étiquettes. Et s'il faut interdire des substances, cela ne doit pas concerner les producteurs français mais tous les produits vendus en France, d'où qu'ils viennent. À moins de décider d'être une fois de plus les dindons de la farce libre-échangiste. ■